

LA ROUTINE DE L'INCERTITUDE

PERSPECTIVES 2017-2018 POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE ET LA ZONE EURO

Département
analyse et prévision*,
sous la direction d'Éric Heyer
et Xavier Timbeau

Malgré diverses menaces sur l'économie mondiale depuis deux ans, la croissance a résisté en 2016, n'affichant qu'un faible ralentissement (2,9 %), après des rythmes supérieurs à 3 % entre 2012 et 2015. Cet épisode s'apparente plus à un « trou d'air » qu'à un retournement du cycle international. Au Royaume-Uni, le vote en faveur du Brexit n'a pas induit de crise financière ou de panique. La croissance britannique au deuxième semestre 2016 a même montré des signes de robustesse. Pourtant, le ralentissement de l'activité au Royaume-Uni devrait bien avoir lieu en 2017 et en 2018. Se diffusant par le canal de la demande adressée, le Brexit n'aura qu'un impact modéré sur la croissance des autres pays. Enfin, la croissance est restée solide dans les pays d'Europe de l'Est, soutenue par la demande intérieure et la reprise dans la zone euro. Dans les pays en développement la croissance ré-accélère en 2016 (+3,9 %), après un coup de frein plus marqué en 2015 (3,7 % contre 4,5 % en 2014) et malgré la poursuite du ralentissement chinois (6,7 % de croissance en 2016 contre 6,9 % en 2015 et 7,3 % en 2014).

Ce scénario devrait se poursuivre en 2017 et 2018. Le soutien par le prix du pétrole disparaîtra progressivement et provoquera une remontée de l'inflation. La politique monétaire, d'abord aux États-Unis puis plus tard au Royaume-Uni et dans la zone euro, se normalisera. Ces deux facteurs sont aussi le reflet d'un risque déflationniste qui se réduit. Les politiques budgétaires resteront assez hétérogènes entre les grands pays avancés. Elles deviendraient neutres en zone euro en 2017 puis restrictives en 2018, sous l'hypothèse que les gouvernements respectent leurs engagements dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. Aux États-Unis, l'administration Trump devrait mener une politique expansionniste, axée sur des baisses d'impôts, tandis qu'au Royaume-Uni l'austérité annoncée pour 2018 pourrait être assouplie en fonction de l'évolution du solde public et des conséquences du Brexit. Ainsi, sous l'effet de politiques budgétaires contrastées, la croissance ralentirait en Europe mais accélérerait aux États-Unis. Sur l'ensemble des pays industrialisés, la croissance passerait de 1,6 % en 2016 à 1,8 % en 2018. L'amélioration de la conjoncture serait nette dans les pays en développement (4,5 % en 2018, après 4,1 % en 2017). Les pays producteurs de pétrole bénéficieraient de la remontée du prix.

* Ce texte synthétise l'analyse de la conjoncture menée par le Département analyse et prévision de l'OFCE au printemps 2017. Ces analyses s'appuient sur le travail de l'équipe internationale animée par Christophe Blot composée de Céline Antonin, Amel Falah, Sabine Le Bayon, Catherine Mathieu, Christine Riffart et Sébastien Villemot et de l'équipe France animée par Mathieu Plane composée de Bruno Ducoudré, Pierre Madec, Hervé Péléraux et Raul Sampognaro. Cette prévision intègre les informations disponibles au 1^{er} avril 2017.